

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 5 au 9 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : un nouveau prêt de 347,5 M EUR signé avec la BIRD pour le corridor Douala-Bangui.
- **Cameroun** : visite de l'UE au barrage de Nachtigal et urgence de la restructuration du secteur de l'électricité.
- **Congo** : la République du Congo et le FMI négocient un nouveau programme.
- **Gabon** : le Gabon lance un nouvel Eurobond de 332 Mds FCFA avec une maturité de 8 ans.
- **Tchad** : une croissance de 4,1 % au deuxième trimestre 2026, portée par l'élevage et l'agriculture.
- **RDC** : le FPI promeut le financement des PME et des chaînes de valeur au Forum Europe-Afrique.

Régional

Un nouveau prêt de 347,5 M EUR signé avec la BIRD pour le financement du corridor Douala-Bangui

Dans un [décret](#) signé le 2 octobre, la présidence camerounaise a autorisé la conclusion d'un accord de crédit de 347,5 M EUR (228 Mds FCFA) avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), filiale de la Banque mondiale. Ces financements sont destinés à appuyer le projet de corridor économique Douala-Bangui, l'objectif principal étant de moderniser l'infrastructure routière afin de fluidifier les échanges commerciaux entre le Cameroun et la République centrafricaine, tout en facilitant le transit vers le Tchad, l'axe Douala-N'Djamena empruntant en partie cette route. L'opération s'inscrit dans le prolongement du programme à phases multiples de 1,12 Mds USD approuvé par la Banque mondiale en juin 2026. Axé sur la réhabilitation des tronçons prioritaires, la sécurité routière et la réforme de la maintenance dans la zone CEMAC, ce programme cible un axe long de 1 400 km hautement stratégique, par lequel transitent notamment 80 % du commerce extérieur centrafricain.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

300 M USD

La nouvelle émission au coupon de 8,875 % du Cameroun, adossée à son Eurobond de janvier 2026

Lancement officiel du Projet d'appui à la mobilisation de la ZLECAf

Le 6 octobre 2026, le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a présidé le [lancement](#) officiel du Projet d'appui à la mobilisation de la ZLECAf (PAMoz) au profit du commerce transfrontalier. D'un montant global de 2,7 M EUR, ce projet est financé par un don de la Banque africaine de développement (BAfD) à hauteur de 2,4 M EUR, complété par une contribution de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) de 0,3 M EUR. L'OIM en assure également la mise en œuvre. Le PAMoz cible spécifiquement les corridors Douala-Bangui et Douala-Kousséri, points de transit majeurs pour les échanges commerciaux de la République centrafricaine et du Tchad. Le PAMoz s'articule autour de quatre composantes : (i) la collecte de données sur la mobilité le long des corridors ; (ii) le développement économique local et l'inclusion financière ; (iii) la gouvernance et la gestion durable des frontières ; et (iv) la gestion et le suivi du projet.

Cameroun

Visite de l'UE au barrage de Nachtigal et urgence de la restructuration du secteur de l'électricité

À l'occasion de la [visite](#) des infrastructures du barrage de Nachtigal, le 6 octobre 2026, une rencontre s'est tenue entre le ministre de l'Eau et de l'Énergie (Minee), l'Ambassadrice, Cheffe de la Délégation de l'Union européenne au Cameroun, qu'accompagnaient l'Ambassadeur de France et les autres Ambassadeurs des Etats membres de l'UE, ainsi que les responsables de la société NHPC. Cette visite a permis d'échanger sur la contribution du barrage au système électrique camerounais, les difficultés financières du secteur et les mesures engagées par le Gouvernement pour améliorer durablement l'offre d'énergie dans le pays. Le Gouvernement a notamment engagé un Plan de restructuration couvrant la période 2026-2028 incluant l'assainissement de la situation financière de la SOCADEL, principal distributeur d'énergie au Cameroun et dont la dette financière était évaluée à plus de 800 Mds FCFA en mars 2026. Au sortir de cette visite, le Minee a entrepris une visite des chantiers du 2^{ème} corridor d'évacuation de l'énergie produite par le barrage de Nachtigal pendant laquelle il a [rappelé](#) la nécessité de livrer les ouvrages dans les délais. En effet, l'énergie produite par le barrage ne peut être acheminée vers les grands centres de consommation faute de lignes de transport suffisantes, notamment celle reliant Nyom 2 à Edéa encore en cours de construction. Enfin, le ministre a présidé une [réunion](#) d'évaluation des actions engagées dans le cadre de la restructuration de la SOCADEL au bout des 100 premiers jours d'existence de celle-ci. Il en ressort une augmentation des recettes mensuelles de la société (qui sont passées de 30 à 32 Mds FCFA) mais celles-ci ne permettent toujours pas de couvrir les charges.

Le ministère des Finances annonce une nouvelle émission de 300 M USD adossée à l'Eurobond 2033

Le Cameroun a [annoncé](#), le 5 octobre, une émission complémentaire de 300 M USD adossée à son eurobond de 850 M USD émis en janvier 2026, arrivant à échéance en 2033 et assorti d'un coupon de 8,875 %. Destinée à soutenir l'exercice budgétaire 2026, l'opération a été arrangée par Standard Chartered Bank, appuyée par Blend Finance et Horus Investment Group en qualité de conseils financiers de l'État. En ouvrant une ligne déjà identifiée par les investisseurs, le pays renforce la liquidité de sa courbe souveraine tout en portant l'encours total de cette souche à 1,15 Mds USD, aux côtés des maturités 2031 (550 M USD levés en

2024) et 2032 (685 M USD levés en 2021). Cette levée de fonds intervient moins d'un mois après le roadshow mené à Londres par le ministère des Finances (Minfi) pour mobiliser de nouveaux capitaux. Selon le Minfi, les ressources ainsi dégagées doivent notamment servir à apurer les arriérés de paiement de l'État.

Feu vert présidentiel pour contracter une dette de 212 M EUR auprès de la BIsD pour réhabiliter la route Douala-Bafoussam

Le Président de la République a autorisé, par [décret](#) du 2 octobre 2026, le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) à signer avec la Banque islamique de développement (BIsD) un « accord de vente à tempérament ». Ce mécanisme, qui permet l'acquisition immédiate d'un bien ou d'un service avec paiement échelonné, porte sur un montant de 212,35 M EUR (soit 139,2 Mds FCFA). Ce financement, approuvé par la BIsD le 19 mai 2025, est destiné au Projet de réhabilitation de la route Douala-Bafoussam (PRRDB). D'une maturité de 20 ans (dont 5 ans de différé), il couvre 92,4 % du coût total du projet, le solde étant pris en charge par l'État. Les prochaines étapes incluent notamment la signature de l'accord, la validation de la sélection des entreprises (dont la préqualification a été lancée en novembre 2025), puis la notification des ordres de service.

Congo

La République du Congo et le FMI négocient un nouveau programme

Une équipe du FMI, conduite par Mme Pilar Garcia Martinez, a séjourné à Brazzaville du 24 septembre au 7 octobre 2026, dans le cadre des négociations d'un nouvel accord de Facilité Élargie de Crédit (FEC) et de la consultation de 2026 au titre de l'article IV. La Cheffe de mission a [indiqué](#) que les échanges avec les autorités ont porté sur les développements économiques récents, l'exécution budgétaire en 2026, le projet de budget 2027 et les mesures visant à renforcer la résilience des finances publiques et à rehausser la viabilité de la dette. La mission a également tenu des discussions dans le cadre de la consultation de 2026 au titre de l'article IV. Celles-ci ont porté sur les politiques visant à soutenir une croissance durable et inclusive, notamment par la rationalisation des dépenses fiscales, la réduction des risques budgétaires et des contraintes liées à la croissance (le secteur de l'électricité, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que la promotion de l'investissement privé et de la

diversification économique). L'équipe du FMI et les autorités congolaises poursuivront leurs discussions au cours des prochaines semaines, en vue de la conclusion d'un accord au niveau des services.

Le Congo figure parmi les pays dont la perspective a été relevée à « positive » par Moody's

Dans son analyse des pays d'Afrique subsaharienne parue le 7 octobre, Moody's a relevé à « positive » la perspective du Congo (noté Caa2 – risque de crédit très élevé) aux côtés de sept autres pays africains. Selon l'agence de notation, la situation macroéconomique du Congo bénéficie de la croissance des activités pétrolières et gazières, portées par la hausse des cours des hydrocarbures au niveau mondial. Si la trajectoire budgétaire et financière actuelle se confirme, une amélioration future de la qualité de crédit peut être envisagée. En août 2026, Fitch avait déjà relevé la note de long-terme en monnaie locale à CCC+. Toutefois, la conjoncture favorable du Congo est à relativiser, dans la mesure où les défis structurels restent nombreux : l'endettement demeure très élevé, et l'accès au financement est coûteux.

Le projet de modernisation de la raffinerie de Pointe-Noire franchit une étape technique

La modernisation de la Congolaise de raffinage (CORAF), la seule raffinerie du Congo, a franchi une nouvelle étape, avec l'annonce prévue du lancement de la phase d'ingénierie préliminaire. Cette annonce intervient alors que la CORAF traite 21 000 barils par jour, ce qui est insuffisant pour couvrir les besoins du pays, le Congo important encore 40 % de ses carburants selon un rapport du FMI paru en juillet 2025. À terme, le pays espère doubler sa production de brut, pour atteindre 500 000 barils par jour en 2030 (contre 270 000 en 2026). Pour le renforcement et l'extension des capacités, la CORAF pourra compter sur l'expertise de la State Oil Company of the Republic of Azerbaijan (SOCAR) qui a conclu un accord en avril 2024 à Bakou avec la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC). SOCAR pilotera ces travaux pour le compte de la SNPC. Entièrement détenue par la SNPC, la CORAF fait face à des difficultés de financement de ses projets et reste dépendante de l'État qui lui aurait accordé un soutien direct estimé par le FMI en moyenne à 1,8 % du PIB entre 2018 et 2023. Par ailleurs, une seconde raffinerie est en cours de construction par le groupe chinois Beijing Fortune Dingheng Investment et devrait ouvrir en 2027.

Secteur minier : reprise des exportations de cuivre et de zinc de la Soremi

Selon l'ambassade des États-Unis au Congo, les exportations de cuivre et de zinc de la société de recherche et d'exploitation minière (Soremi), depuis son complexe minier situé à M'Fouati (Bouenza), ont [repris](#). Depuis 2020, un litige opposait la China National Gold Group Hong Kong Limited (CNG Hong Kong) à l'américain Gérald Group, qui a finalement repris le contrôle de la Soremi à la suite d'une décision de justice favorable. L'arrêt des activités de la Soremi a cependant fait chuter la production métallurgique du Congo, en diminution de 55,9 % au T1 2026 en glissement annuel. Entre janvier et mars 2026, la production de cathodes de cuivre s'est contractée de 68 % à 482 tonnes tandis que celle de lingots de zinc a baissé de 35 %, s'établissant à 2 038 tonnes.

Gabon

Le Gabon lance un nouvel Eurobond de 332 Mds FCFA avec une maturité de 8 ans

Deux mois après son retour sur les marchés financiers internationaux avec une émission de 920 M USD, le Gabon prépare une nouvelle levée de fonds de 580 M USD, soit environ 332 Mds FCFA. BofA Securities aurait été mandatée comme chef de file pour organiser des rencontres avec des investisseurs obligataires en amont de cette nouvelle émission. Si elle se concrétise, elle porterait à environ 1,5 Mds USD (873 Mds FCFA) le montant des Eurobonds mobilisés par le Gabon en 2026. Cette nouvelle opération intervient alors que Libreville cherche à financer ses besoins budgétaires tout en poursuivant la gestion de sa dette. Au premier semestre 2026, les charges financières de la dette auraient atteint 504,4 Mds FCFA, contre une prévision de 349,5 Mds. La Cour des comptes émet de son côté des réserves sur la crédibilité des hypothèses retenues par le Projet de loi de Finances 2027 (PLF). La juridiction relève notamment l'absence de plusieurs annexes obligatoires, mais surtout un manque de transparence sur les méthodes de projection utilisées pour établir les hypothèses macroéconomiques. Elle estime ainsi ne pas disposer des éléments nécessaires pour se prononcer sur leur « crédibilité et [leur] sincérité ». Elle pointe également l'absence d'indicateurs chiffrés permettant de mesurer l'impact des nouvelles mesures fiscales.

Moody's classe le Gabon parmi les pays où la dette devrait enregistrer la plus forte augmentation

Au moment où l'agence de notation vient de relever à « positive » la perspective générale des souverains de la région, prévoyant que la dette publique des pays d'Afrique subsaharienne reviendra en moyenne de 62,4 % du PIB en 2025 à 56,6 % en 2027, Moody's souligne les difficultés du Gabon à contenir ses dépenses publiques avec une pression de la dette qui devrait continuer à s'accroître. Cette appréciation intervient quelques semaines après l'audit interne de la dette publique gabonaise qui a fait apparaître une baisse de 2 175 Mds FCFA par rapport à l'estimation initiale au 31 décembre 2025. L'agence avait déjà abaissé de « stable » à « négative » la perspective du Gabon tout en maintenant sa notation souveraine à Caa2, invoquant d'importants besoins de financement, un accès au crédit encore contraint et un risque de progression supplémentaire de la dette. Les autorités gabonaises poursuivent leurs discussions avec le FMI. Elles ont présenté le 18 septembre dernier le PLF 2027 prévoyant notamment 1 144 Mds FCFA de financements sur les marchés internationaux, dans un contexte où les charges de la dette occupent une place croissante dans les comptes publics.

Une pénurie de carburants révélant les fragilités de la chaîne d'approvisionnement

Les files d'attente de plusieurs centaines de mètres ces derniers jours dans les stations-service de la capitale mettent à nouveau en avant la faiblesse persistante de l'aval pétrolier gabonais. Malgré une production d'environ 220 000 barils de brut par jour, la disponibilité régulière d'essence et de gasoil à la pompe n'est pas garantie. En 2025, la Société gabonaise d'entrepôt des produits pétroliers (SGEPP) indiquait une autonomie moyenne de 16 jours pour les produits blancs à Owendo, principal site de stockage du pays, et de 35 jours à Moanda. Or la pénurie est intervenue au bout de 3 jours seulement. Au cœur de cette chaîne d'approvisionnement, aux côtés de la Gabon Oil Company (GOC), producteur national, la Société gabonaise de raffinage (SOGARA), raffineur national, constitue le maillon central mais sa situation est critique depuis plusieurs années. L'entreprise publique a certes renoué avec les bénéfices en 2022 et 2023, mais elle compte un déficit financier de 824 Mds FCFA à la fin de l'année 2023, soit 6,5 % du PIB. Le coût d'investissement nécessaire pour réduire cet important stock de passifs, restructurer l'entreprise publique et sauver l'unique raffinerie du pays est estimé à 861 Mds FCFA. Un projet

de modernisation et de réhabilitation de ses infrastructures est en cours d'étude avec une première phase projetée à l'horizon 2027 qui doit porter la production à 1,25 million de tonnes par an, puis une deuxième phase concernant l'extension vers un nouveau site de 130 hectares comprenant de nouvelles unités (hydrocraquage, désulfuration) afin de cibler une capacité globale d'environ 2,7 à 2,8 millions de tonnes par an d'ici 2030. L'État gabonais devra donc bientôt choisir entre laisser la SOGARA s'effondrer et multiplier les crises de carburant, ou puiser massivement dans le budget national pour éponger des décennies de mauvaise gestion.

Tchad

Une croissance de 4,1 % au deuxième trimestre 2026, portée par l'élevage et l'agriculture

L'économie tchadienne a enregistré une croissance de 4,1 % au deuxième trimestre 2026, soit une accélération de 0,9 point par rapport à la même période en 2025. Selon les [données](#) de l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED), le produit intérieur brut réel s'est établi à 2 609,5 Mds FCFA. Cette progression est principalement soutenue par le secteur primaire, dont la valeur ajoutée a augmenté de 5,1 %. L'agriculture vivrière affiche une hausse de 8,2 %, tandis que l'élevage progresse de 6,8 %. La sylviculture et l'exploitation forestière enregistrent également une augmentation de 4 %. Cette dynamique masque toutefois des évolutions contrastées : la pêche a reculé de 11,2 %, en raison d'une diminution des quantités produites, tandis que les activités extractives ont également enregistré une baisse. L'élevage et l'agriculture vivrière demeurent ainsi les principaux moteurs du secteur primaire sur la période.

Crise hydrique et pastorale : le Tchad et ses partenaires évaluent les besoins et préparent la riposte

Le ministre d'État, Tahir Hamid Ngulin, a [présidé](#) une réunion du Cadre de partenariat consacrée à l'évaluation de la crise hydrique et pastorale, à la suite d'une tournée de haut niveau. La rencontre a réuni plusieurs membres du gouvernement, des représentants diplomatiques et des partenaires humanitaires et de développement, notamment les Nations unies, la Banque mondiale et la Banque islamique de développement. Les échanges ont porté sur l'ampleur de la crise et ses conséquences sur les populations et le cheptel. La restitution de la tournée a permis d'examiner les besoins prioritaires et d'identifier

des pistes d'action, en particulier pour répondre aux urgences liées à l'accès à l'eau et à l'alimentation du bétail. Au-delà de l'assistance immédiate, cet appui doit soutenir des solutions durables pour renforcer la résilience des communautés pastorales.

RDC

Le FPI promeut le financement des PME et des chaînes de valeur au Forum Europe-Afrique

Le Fonds de promotion de l'industrie (FPI) a [participé](#) à l'édition 2026 de la conférence sur les investissements entre l'Europe et l'Afrique, organisée par le Groupe CREDASSUR à Bruxelles sous le patronage du Parlement européen. Placé sous le thème « des partenariats durables pour un avenir partagé », l'événement a réuni entreprises des pays du Sud et du Nord, banquiers, assureurs, institutions de financement du développement, diplomates et décideurs politiques. Les échanges ont porté sur l'évolution des relations entre les deux continents, avec un accent mis sur le passage d'une logique d'aide publique au développement à une coopération économique fondée sur des partenariats d'investissement. Le directeur général du FPI est intervenu sur le financement des PME et sur le rôle du Fonds dans l'accompagnement des projets industriels en RDC. En tant qu'institution publique de financement du développement industriel, le FPI dispose d'un portefeuille de projets et d'instruments articulés autour du crédit aux entreprises bancables, de la prise de participation au capital et de programmes dédiés aux jeunes et aux femmes entrepreneurs.

Ouverture de la 12^{ème} édition d'Expo Béton, un salon d'affaires centré sur la transformation urbaine de Kinshasa

Du 7 au 10 octobre 2026 s'est tenue à Kinshasa la [12^{ème} édition](#) d'Expo Béton, le salon de la construction, des infrastructures, du développement des villes, des corridors et des zones économiques spéciales. Placée sous le thème « Kinshasa, locomotive de la transformation des villes de la RDC », cette édition a réuni décideurs publics, opérateurs privés, urbanistes, investisseurs et partenaires internationaux. L'enjeu a consisté à repenser les villes en plaçant au centre la qualité de vie des habitants, notamment l'accès à l'eau, à l'électricité, à la sécurité, à la mobilité, au logement et aux compétences, tout en intégrant la résilience face aux inondations et à l'érosion. Un moment fort de la cérémonie a été la signature d'un accord de collaboration entre l'Agence nationale de

l'aménagement du territoire (ANAT) et la coordination du projet d'extension de la ville de Kinshasa (Kinshasa Kia-Mona), en présence des ministres de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire. Cette coopération institutionnelle devrait faciliter la mise en œuvre du plan directeur de la nouvelle ville et l'articulation avec les autres programmes d'aménagement. Par ailleurs, dans le cadre de l'International Business Connexion (IBC), des rencontres B2B et B2G ont été organisées durant ces quatre jours pour favoriser les échanges, la création de partenariats et la concrétisation d'opportunités d'affaires autour des projets urbains en RDC.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
12-16 octobre 2026	African Energy Week	Cape Town (Afrique du Sud)
14-15 octobre 2026	Forum économique « Repats Congo »	Brazzaville (Congo)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
15-17 octobre 2026	Cameroon International Tech Summit	Yaoundé (Cameroun)
28-29 octobre 2026	Forum régional de la notation financière	Douala (Cameroun)
18-20 novembre 2026	5 ^{ème} édition du Cameroon Investment Forum (CIF 2026)	Yaoundé (Cameroun)
24-25 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
		2025		2026		2025		2026		2025		2026		2025		2026	
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2	
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6	
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9	
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9	
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2	
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8	
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1	
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1	
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2	

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Septembre-26 Référence/mesure	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	102	3	6	7	1180	403	643
Variation mensuelle (%)	21%	6%	-1%	-9%	4%	-1%	-1%
Variation annuelle (%)	54%	-1%	-16%	-18%	14%	-2%	-1%
Variation sur 5 ans	41%	-42%	131%	46%	0%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	127%	-1%	106%	87%	48%	3%	2%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY - Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET - Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).